



1. Principes relatifs aux droits de l'Homme

Le Conseil d'Administration du Comité International pour la Protection des Droits de l'Homme confirme que notre organisation respecte deux principes suivants :

- Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence; et
- A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des Droits de l'Homme.

2. Description brève de la structure du Comité International pour la Protection des Droits de l'Homme

L'un des atouts reconnus du Comité est son grand nombre de membres, dispersés dans toute l'Europe qui se reconnaissent au travers de la structure du Comité.

L'une des particularités exclusives du Comité consiste en la facilitation des échanges entre avocats spécialisés sur les questions juridiques relatives aux Droits de l'Homme.

Nous confirmons que nous demandons à nos partenaires de veiller scrupuleusement à la sauvegarde et au respect des Droits de l'Homme.

Nous avons accordé à un vaste panel d'avocats européens la possibilité de se mettre mutuellement en contact afin de partager leurs compétences et leurs expériences

Nos spécialistes sont compétents pour agir y compris dans les pays en situation instables, mais justement où les populations ont un grand besoin d'assistance juridique.

Notre organisation regroupe 87 cabinets d'avocats dans toute l'Europe. Grace au travail effectué en commun nos spécialistes sont en mesure de mener des opérations simultanées dans plusieurs pays sur le même thème.

.

3. Principes relatifs au droit du travail

Le Conseil d'Administration du Comité International pour la Protection des Droits de l'Homme confirme que notre organisation se tient strictement aux principes suivants :

- Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;
- L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;

- L'abolition effective du travail des enfants; et
- L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

La majorité des affaires juridiques traitées par les avocats membres du Comité sont liées au droit des sociétés.

Ce type de violations du droit, est particulièrement fréquent dans les pays d'Europe Orientale où le sens de la responsabilité et l'engagement sur le fond demeurent faibles.

Le Comité a initié et a participé à la rédaction d'amendements aujourd'hui intégrés dans le code du travail de plusieurs pays.

Nos spécialistes sont formés et compétents pour ces missions, et reconnus comme tels par plusieurs gouvernements européens

4. Principes relatifs à la lutte contre la corruption

Le Conseil d'Administration du Comité International pour la Protection des Droits de l'Homme confirme que notre organisation se tient aux principes suivants :

- Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Considérant l'action et la spécificité du Comité ; combattre la corruption relève de nos priorités. Le Comité est compétent et reconnu pour mener des monitorings et audits de résultats de la lutte contre la corruption. De ce fait, nos experts sont régulièrement saisis par diverses autorités gouvernementales pour participer à des programmes anti-corruption.

La majorité des grosses affaires de corruption se révèlent sur le territoire de la Fédération de Russie et des pays de la Communauté des Etats Indépendants.

La dernière crise financière a hélas, aggravé sensiblement le nombre d'affaires liées à la corruption.